

LAURENT LÉGER

TRAFICS D'ARMES

ENQUÊTE SUR LES MARCHANDS DE MORT

Flammarion

ENQUÊTE

Trafics d'armes : enquête sur les marchands de mort

COLLECTION ENQUÊTE

Dans la même collection

- Karim Amellal, *Discriminez-moi*, 2006.
Jean de Maillard, *Le Rapport censuré*, 2004.
Jacques Massé, *Nos chers criminels de guerre*, 2006.
François Missen, *Le Réseau Carlyle*, 2004.
Fabrice Monti, *La Coke saoudienne*, 2004.
William Reymond, *Coca-Cola, l'enquête interdite*, 2006.
Dominique Richebois et Benoît Delmas, *L'Histoire secrète
d'Endemol*, 2006.
Anne-Marie Rocco, *Serge Dassault*, 2006.

Laurent Léger

Trafics d'armes :
enquête sur les marchands
de mort

Flammarion

© Flammarion, 2006.
ISBN : 2-08-0688006

Introduction

Pas de guerre sans armes, et pas d'armes sans marchand de mort. Un métier en or que celui de trafiquant. Un seul coup d'œil sur les cartes mouvantes de la géopolitique mondiale et on comprend tout. Le monde lui donne raison ! Avec la chute du mur de Berlin, l'explosion du bloc de l'Est et de la Yougoslavie, les chaos africain, afghan, irakien, le trafiquant d'armes est chez lui sur les cinq continents. Est-il seulement sollicité pour fournir quelques caisses de pistolets-mitrailleurs aux activistes palestiniens ? Il n'aura qu'à se rendre en Israël, où des négociants sulfureux n'hésitent pas à alimenter les ennemis de l'État juif. A-t-il reçu commande des rebelles en lutte contre le président tchadien ? Le trafiquant digne de ce nom sait qu'à Pékin on est prêt à livrer quelques beaux fusils dès qu'il s'agit de s'attaquer à un État¹ qui a eu l'outrecuidance de reconnaître Taïwan, frère ennemi de la Chine populaire. Est-il missionné pour réarmer l'une ou l'autre des parties qui s'affrontent en Côte d'Ivoire ? Il n'ignore pas qu'à

1. Gilles Delafon, « Tchad : la Chine a financé les rebelles », *Journal du Dimanche*, 23 avril 2006. Christophe Ayad, « L'ombre de Pékin sur le conflit Tchad-Soudan », *Libération*, 29 avril 2006. Cette filière chinoise de soutien militaire aux rebelles s'est probablement tarie avec le revirement diplomatique du 6 août 2006 : ce jour-là, le gouvernement tchadien a renoué avec Pékin, au détriment de Taïwan.

Trafics d'armes

Moscou, certaines firmes sont prêtes à fournir les hélicoptères recherchés. En dépit de l'embargo imposé par les Nations unies.

« Aujourd'hui, on peut déstabiliser un pays africain avec quelques centaines de fusils, en pariant sur la faiblesse de l'armée locale et des déplacements rapides, analyse un diplomate. En tenant compte des soutiens et des alliances entre nations dans l'ensemble de la région, la situation peut rapidement s'avérer incontrôlable¹. » En Côte d'Ivoire, la rébellion de 2002 a pu couper le pays en deux avec 300 hommes, autant d'armes légères et une vingtaine de pick-up. Quatre ans après, la situation n'est toujours pas résolue et la France en a payé le prix fort avec le bombardement de ses soldats à Bouaké, en novembre 2004. « On peut organiser un coup d'État dans un pays "faible" au prix moyen d'un appartement à Paris, souligne un autre diplomate. L'arme préférée des groupes rebelles, la kalachnikov, s'achète 70 dollars pièce en Biélorussie, et le transport d'une cargaison par avion coûte quelques centaines de milliers de dollars, pas plus². » En éliminant l'étape du transport, grâce à des armes dénichées sur place, le renversement d'un gouvernement ne revient pas plus cher qu'un studio acheté dans un mauvais quartier de la capitale, c'est-à-dire pas grand-chose : en Afrique et dans les Balkans, les armes se baladent d'un conflit à l'autre, revendues pour des broutilles, passant les frontières en toute impunité, cachées dans des camions, irriguant les zones troublées, réutilisées jusqu'à plus soif. Parfois utilisées pour maintenir l'ordre public et empêcher les conflits, elles alimentent surtout les guerres et les atteintes aux droits de l'homme.

1. Entretien en mai 2006. Comme d'autres interlocuteurs rencontrés au cours de cette enquête, ce diplomate a souhaité conserver l'anonymat.

2. Entretien en mai 2006.

Introduction

Sur 49 conflits, 47 menés au moyen d'armes légères

Dans les zones à fort potentiel énergétique (gaz ou pétrole) ou minier (or, diamants, etc.), le calcul est vite fait, et les enjeux stratégiques et géopolitiques s'effacent au profit d'intérêts privés et financiers. C'est ainsi que l'ancien Zaïre, devenu République démocratique du Congo (RDC), est déstabilisé depuis 1998. Son territoire est à la fois envahi par les armées de deux pays voisins particulièrement gourmands, et déchiré par les affrontements de milices armées. Objectif des chefs de bandes : le pillage systématique des ressources locales – or, diamants, cuivre, cobalt, pétrole, gaz, manganèse...

700 millions¹ de « petits armements² », revolvers, mitrailleuses ou missiles portables, circulent dans le monde, dont la moitié entre les mains de civils : si l'on ramène ce chiffre à la population mondiale, un humain sur neuf détient un engin de mort. Dans les enceintes internationales, les diplomates font eux aussi leurs comptes. La crise qui n'en finit pas dans l'ex-Zaïre leur fournit un exemple de choix. « La guerre a démarré par le renversement de Kinshasa, la capitale, explique un expert³. Quelque 10 000 hommes sont à l'œuvre. Soit autant de fusils, pas plus. Depuis, une opération des Nations unies, la MONUC⁴, a été mise en place pour rétablir la paix dans cet immense pays et à ses frontières. » Il soupire : « La MONUC coûte chaque année 1 milliard de dollars à la communauté internationale. C'est une ardoise monstrueuse en

1. Small Arms Survey, le programme de recherche de l'Institut universitaire de Hautes Études internationales de Genève, sort sa calculatrice tous les ans pour évaluer les stocks mondiaux d'armes légères. Des données à peu près fiables, selon un spécialiste du ministère des Affaires étrangères.

2. La communauté internationale les désigne sous le sigle « ALPC » : « armes légères et de petits calibres ».

3. Entretien en mai 2006.

4. Mission des Nations unies en République démocratique du Congo.

Trafics d'armes

terme de ratio. » Voilà au moins une bonne raison pour laquelle il faut tarir les trafics d'armes à la source, estime-t-on dans les cénacles internationaux, où souvent pragmatisme égale cynisme. Selon un rapport¹ qui a analysé les 49 conflits majeurs des années 1990, 47 d'entre eux ont été menés au moyen d'armes légères comme outils principaux pour semer la mort.

Certaines filières ruissellent jusqu'en France où elles alimentent groupes terroristes et grande criminalité. Sous la houlette de la juge d'instruction antiterroriste Laurence Le Vert, la police judiciaire a démantelé, il y a quelques années, un réseau permettant à l'ETA de faire en France son marché en armes et en explosifs en provenance des Balkans. Le mouvement séparatiste basque ne se contentait pas de braquer des usines de fabrication d'explosifs : il cherchait aussi à en acquérir, notamment grâce à des filières remontant vers les pays de l'Est. Dans un autre dossier, deux missiles portatifs sol-air de fabrication russe ont été saisis lors d'une opération² en octobre 2004 contre les bases arrière du mouvement séparatiste dans le sud-ouest de la France. Des engins en parfait état, prêts à tuer. Seul précédent connu, la découverte en 1986 de deux autres missiles à Hendaye dans une cache de sympathisants du même mouvement.

Légers, maniables par un seul homme, ces missiles portables, dénommés « Manpads³ », peuvent s'avérer

1. « Stratégie de lutte contre l'accumulation et le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et de leurs munitions », comité préparatoire à la Conférence des Nations unies sur l'avancée de la lutte contre les APLC, janvier 2006.

2. 32 lance-roquettes, 244 pistolets-mitrailleurs, 135 000 cartouches, 9 695 détonateurs ont également été saisis lors de ce coup de filet. Lire l'enquête de *L'Express* : Éric Pelletier, Jean-Marie Pontaut, Romain Rosso, Cécile Thibaud, « Les secrets bien gardés d'ETA », 1^{er} novembre 2004.

3. « Manpads » pour « man-portable air defence system », système portable de défense antiaérienne.

Introduction

terriblement efficaces contre les avions et hélicoptères volant à basse altitude. Depuis que des appareils ont été visés par des terroristes, au Kenya¹ en 2002, à Bagdad² l'année suivante, les gouvernements et services de sécurité ont décrété le missile portable « menace numéro un ». Environ 500 000 d'entre eux sont en circulation, des chiffres approximatifs, les seuls disponibles. Les diplomates évaluent à quelque 10 000 le nombre de missiles à hauts risques, ceux échangés sur le marché noir. Ceux qui avaient été vendus par les États-Unis sont tous numérotés et peuvent être retrouvés : c'est ce qui s'est passé quand, au Tchad, Idriss Déby a pris le pouvoir. Les Américains sont venus récupérer les missiles Stinger qu'ils avaient vendus à Hissène Habré, son prédécesseur. Les engins russes, eux, se sont évaporés sans souci.

Nations unies, OSCE, G8, APEC, on ne compte plus les institutions³ mobilisées, les sommets consacrés à se prévenir contre ces missiles en liberté. Pour dénicher l'arme qui fait peur, il n'est pourtant pas besoin de chercher très loin. Internet ouvre des horizons inattendus : il suffit de se rendre sur le site de la société AD Consultants, www.adcon.co.il, l'un des marchands israéliens les plus en pointe en Afrique. En cliquant sur « l'offre du mois », une page propose rien de moins que les fameux missiles antiaériens portables. Quelques beaux missiles russes, du type de ceux utilisés par l'Armée rouge depuis 1983. Photo en situation à la clé. Le prix à la pièce n'est pas mentionné, mais ce type d'arme peut se négocier pour 1 000 dollars sur le marché noir. La page n'a pas été réactualisée depuis février 2004, on peut néanmoins consulter le reste du catalogue sur le site.

1. Tir raté d'un missile SA-7 (le plus ancien, mis en service dans l'armée soviétique en 1968) sur un Boeing 757 israélien de la compagnie Arkia sur l'aéroport de Monbassa, le 28 novembre 2002.

2. Tir également raté contre un avion-cargo A300 de DHL le 22 novembre 2003, près de l'aéroport de Bagdad.

3. Ainsi que le monde de l'aéronautique, à la recherche de systèmes de protection des appareils toujours plus performants.

Trafics d'armes

AD Consultants : un bon exemple de ces intermédiaires, marchands israéliens qui essaient en Afrique. Ils arpentent l'Ouganda, le Rwanda, la Côte d'Ivoire, la RDC, la Tanzanie, le Tchad, la République centrafricaine... Des sociétés¹ animées par d'anciens militaires israéliens s'y entremettent, d'un côté ou l'autre des frontières de la légalité, avec une large gamme de services : sécurité, formation militaire, fournitures d'armes. Tous matériels, tous calibres. L'objectif est d'abord économique, mais il s'agit aussi d'occuper le terrain, voire de contrer l'influence grandissante de communautés libanaises et palestiniennes, terreau potentiel de l'islamisme.

Des trafiquants téléguidés par l'État d'Israël ? Pas sûr. « J'ai longtemps cru que tous ces anciens militaires, qu'ils soient trafiquants ou mafieux, "roulaient" peu ou prou pour la diplomatie ou les services israéliens, raconte un ancien cadre des services secrets. Je suis à peu près convaincu qu'il n'en est rien. J'ai par exemple constaté à plusieurs reprises l'incapacité du Mossad à mettre fin malgré de gros efforts à des activités qui nuisaient manifestement à Israël. Et aussi le fait qu'en Europe comme en Afrique, les services israéliens ignoraient, de manière non feinte, preuves à l'appui, les activités de tel ou tel de leurs ressortissants². » Et notre expert de nuancer : « Il y a des faits troublants. Lorsqu'un marchand, Amos Golan³, vend des avions à l'Ouganda, c'est l'armée israélienne elle-même qui va remettre les appareils en état et

1. Citons entre autres Air Defence Consultants Limited (AD Consultants), Sabiex, Marathon Corporation, Mustwin Corporation, LR Group Limited, Études et Commercialisations Internationales SA (ECI), Silver Shadow Advanced Security Systems Limited, Elite Alpha Limited, Dignia CO. Limited.

2. Entretien en avril 2005.

3. L'intéressé a également, rapporte la presse ougandaise, vendu plusieurs dizaines de chars blindés en Ouganda, une transaction décriée, car un grand nombre d'entre eux ne fonctionnaient pas. Il est très proche du frère d'un ancien président ougandais, et représente en Ouganda plusieurs entreprises de défense israéliennes.

Introduction

former les pilotes. Et lorsque le même s'apprête à former des gardes du corps pour le compte du président congolais, le gouvernement israélien dit non. Et son feu rouge est appliqué, ce qui démontre la force du lien entre cet intermédiaire et l'État. Les Israéliens sont avant tout pragmatiques. Si les initiatives des trafiquants coïncident avec leurs intérêts politiques et stratégiques, ils laissent faire en donnant éventuellement un coup de pouce. Si cela les gêne, ils s'y opposent. »

Des OPA dans les arsenaux en déshérence de l'Armée rouge

La communauté internationale a beau s'indigner, le temps des trafiquants d'armes n'est pas révolu. Ils ont certes perdu de leur superbe. Finie la *dolce vita* des années 1960, quand ces seigneurs de guerre recevaient le gotha politico-militaire dans leurs hôtels particuliers. Comme à Yalta, une poignée d'entre eux s'étaient partagé les zones d'intervention et en tiraient des profits substantiels. Ce temps-là a passé, et les fortunes ne naissent plus comme dans ces années fastes. Mais bon, la vie reste douillette. Il y a pire condition que celle du trafiquant. Entre deux visites dans les entrepôts bulgares ou biélorusses pour inspecter canons et munitions, le marchand de mort passe un temps fou dans les antichambres des chefs d'État et des ministres, ou dans les meilleurs palaces de la planète, affalé dans un fauteuil club, ses téléphones portables en main. Voilà où se pratique l'essentiel du business. On le croise aussi, mais c'est rare, sur le tarmac d'un aéroport de brousse, à l'arrivée d'une cargaison... Dans son carnet d'adresses se bousculent les coordonnées des membres des entourages présidentiels, de cadres de partis politiques, de responsables militaires influents : tous ceux qui, par leur fonction ou... leur bagout, sont susceptibles de l'introduire au plus haut niveau. Parfois il ne s'agit que du chauffeur du ministre mais de cela, il ne se vante pas. Aidé d'un avocat suisse ou

Trafics d'armes

luxembourgeois, il jongle avec des sociétés qui habillent son activité ; toutes sont installées dans des paradis fiscaux.

En quoi consiste le boulot du trafiquant d'armes ? À organiser des flux. Il lui faut connaître les meilleurs vendeurs, ceux qui cassent les prix et disposent d'armements fiables et suffisamment rustiques pour être utilisés avec facilité. On les trouve surtout dans les pays qui ont investi dans la production lourde, ou disposent de gigantesques stocks provenant de leurs armées déchuës : principalement les satellites de l'ancien bloc soviétique et les pays de l'ex-Yougoslavie. D'énormes volumes d'armements ont ainsi subi de véritables OPA dans les arsenaux de l'Armée rouge, en déshérence depuis la fin de la Guerre froide, le retrait russe de l'Afghanistan et la chute du mur de Berlin. Le trafiquant, qui fait à l'occasion son marché en Chine, en Corée du Nord, en Iran, au Vietnam, connaît obligatoirement Tiraspol, la capitale de la Transnistrie¹, minuscule république séparatiste de Moldavie. La 14^e armée soviétique y a stationné et de gigantesques bases y abritent toujours, paraît-il, mais on ne sait plus trop, quelque 42 000 tonnes d'armements. Des pans entiers de ces stocks, officiellement sous bonne garde des Russes, ont disparu. Un chercheur a par exemple comparé les listes des missiles stockés, remises à l'OSCE² par la Russie : alors qu'un premier document recense 494 missiles portables, un autre, daté de 2003, ne compte plus que 424 de ces mêmes engins. Les 70 missiles manquants ont-ils réellement été détruits, comme l'assurent les Russes ? Il se murmure que certains auraient fini en Tchétchénie ou en Afrique...

1. Lire le reportage du *Figaro* : Arielle Thedrel, « Transnistrie, terre de tous les trafics », 24 mars 2006.

2. La Russie s'est engagée auprès de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) à contrôler et surveiller ces stocks, pour éviter qu'ils ne tombent entre de mauvaises mains. L'OSCE finance le rapatriement de ces armements en Russie, à coups de trains longs de centaines de wagons.

Introduction

Une fois dénichés les armements, le trafiquant boucle sa transaction ; il doit tomber d'accord avec l'acheteur final sur les prix et le mode de livraison, et établir un circuit de paiement sûr, sans risque de dénonciation. Rien ne se fait sans les paradis fiscaux et les États où le secret bancaire est assuré. Celui qui vit pour et par le business de la mort a une idée très précise de ses intérêts. L'argent. *Money*. En russe, une langue souvent utilisée en l'occurrence : *dingui*. Est-il animé d'une idéologie quelconque ? On serait bien en peine d'en dénicher les moindres bribes. Souvent bouffi d'orgueil, le trafiquant jure « servir la France » (ou son pays), remplir des « missions », jouer un rôle dans la géopolitique mondiale... Rien à voir avec le dinosaure du métier qui, mû par une vibrante fibre anticommuniste, œuvrait dans un monde binaire, celui de la Guerre froide et de l'affrontement Est-Ouest. Ces années de guerre froide ont suscité tant de vocations prêtes à lier leur anticommunisme virulent à un commerce florissant...

Œuvrer pour les « services », une couverture pratique

Continuons à suivre le parcours des armes, depuis l'usine jusqu'à son consommateur final. Pour livrer sa marchandise par les airs, le trafiquant va mobiliser le transporteur le plus rapide, le plus discret, le plus apte à obtenir sans encombre les autorisations de survol nécessaires. Sinon un navire cargo fera l'affaire. Il prend aussi soin de se couvrir en balançant les vilénies qu'il s'apprête à commettre à ses correspondants des services de renseignements. Si les espions font leur boulot comme il faut, il leur remet carrément un double de la commande – la *shopping list* – qu'il s'apprête à honorer. Le trafiquant digne de ce nom ne craint pas de trahir ses propres clients...

Laissons de côté les fantasmes qui entourent le trafic d'armes. On l'imagine s'opérant dans le plus grand secret ? Il n'en est rien. Le business de la mort alimente les points

Trafics d'armes

chauds de la planète au vu et au su des gouvernements et de leurs services. D'est en ouest, du nord au sud, les trafics sillonnent la planète en toute tranquillité, ou presque. On le verra, l'ampleur des connexions entre trafiquants et services secrets déconcerte les natures les plus cyniques. Oui, les pays démocratiques fréquentent ces commerçants très spéciaux, voire les utilisent ; et cette zone grise reste largement inexplorée. Les « services », on le sait, recouvrent leurs activités d'une chape de plomb. Quant à ces messieurs marchands de canons, c'est le contraire. Ils usent et abusent de la couverture des « services », d'autant plus facilement que les services en question ne démentent jamais rien. Dès que le trafiquant doit justifier de ses faits et gestes, il assure être mandaté par les services de renseignements. C'est son grand truc : « “On” m'a demandé de faire ci, de vendre ça », glisse-t-il d'un air entendu.

Ce « on » pour initiés se décode en deux temps. Comprendre tout d'abord : « Mieux vaut ne pas chercher à trop en savoir, les services secrets, eux, sont au courant. » Ensuite : « Même si j'ai participé à des trafics illégaux, je suis couvert par les “services”. » Lesquels, d'ailleurs ? Au choix, la DGSE (l'espionnage de la France à l'étranger), la DST (le contre-espionnage tricolore), voire la CIA (le renseignement américain). Certains osent même le Mossad (le service d'espionnage israélien)... Souvent hâbleur, bluffeur, le trafiquant mène ses activités dans l'ombre, dans le flou, voire l'illégalité, et il en retire une certaine sérénité. Sa chance, c'est qu'ils ne sont pas légion, ceux qui veulent lever le voile sur ses petits mensonges et ses petites affaires. Une poignée d'agents secrets, d'enquêteurs internationaux, de diplomates et d'ONG, éventuellement un juge ou deux...

Après avoir déniché les matériels qu'il va refourguer et s'être assuré du mode de transport, il lui faut habiller juridiquement la transaction. A-t-il besoin de la recouvrir d'un vernis de légalité ? Le voilà en train de négocier les documents nécessaires, authentiques ou forgés sur mesure, tout dépend,

Introduction

auprès d'interlocuteurs de confiance. Certains pays ont fait de cette activité une source régulière de revenus : Belize, le Honduras, d'autres encore d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique, qui vendent des certificats tamponnés de leur sceau officiel.

Voisins bien intentionnés et grandes puissances alimentent les conflits

Souvent, la géopolitique s'en mêle. Certains États distribuent obligeamment de « vrais faux » documents destinés à « habiller » un trafic qui va embarrasser une nation voisine. Mais les facteurs de déstabilisation majeurs, ce sont les livraisons d'armes auxquels ces États s'adonnent en direct. Ils sont nombreux à aimer semer l'anarchie dans le jardin d'à côté à coups de caisses de kalachnikovs. « Le bloc de l'Est a longtemps été l'instigateur de nombreux trafics, en raison de son activisme dans le tiers-monde, raconte un ancien agent secret. Depuis sa chute, les États pratiquant le soutien militaire opérationnel restent ceux qui interviennent activement sur la scène internationale, voire pratiquent un interventionnisme tous azimuts. Notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud¹. » Peu de conflits échappent à des livraisons d'armes du fait de voisins bien intentionnés ou de grandes puissances. « Au Liban, Nicaragua, Angola, Mozambique, Rwanda, Tchad, Congo, Soudan, Tadjikistan, Népal, dans les Balkans bien sûr, en Afghanistan, au Karabakh², de nombreux pays ont alimenté la guerre avec leurs armes. Les plus « vertueux » n'échappent pas à la règle, à partir du moment où ils ont des prétentions d'action internationale, confirme l'ex-espion. Andorre, Saint-Marin ou Monaco ne sont a priori pas concernés », plaisante-t-il. Au Soudan, par contre, la Libye, l'Érythrée, le Tchad

1. Entretien du 20 février 2006.

2. Région autonome de l'Azerbaïdjan, dans le Caucase.

Trafics d'armes

continuaient en 2006 d'alimenter la rébellion du Darfour. Pour le plus grand malheur d'un million¹ de personnes déplacées et expédiées dans des camps de réfugiés.

Les hommes doivent-ils se faire la guerre ? Faut-il ou non vendre des armes ? Là n'est évidemment pas le sujet. On ne se lancera pas ici dans un ouvrage de moraliste à bon compte. Les armes existent sur cette terre depuis l'âge de pierre, c'est ainsi. L'industrie de défense les conçoit, les fabrique, les exporte ; ce commerce légal est très réglementé dans les pays démocratiques, voire strictement contrôlé, même s'il reste des failles. Fournisseurs et acheteurs sont alors clairement identifiés. Les plus gros contrats, ceux qui concernent des matériels dernier cri, ultrasophistiqués (avions de chasse, drones, satellites militaires, frégates de guerre...), qui se chiffrent en milliards de dollars, sont la plupart du temps signés en temps de paix, même si rien n'empêche de vendre à un État en guerre lorsqu'il n'est pas soumis à embargo.

Les conséquences humaines de ce business meurtrier ? Jamais, au cours des entretiens exclusifs menés pour ce livre, ceux qui ont impunément livré des tonnes d'armes sur les cinq continents n'ont évoqué le sujet. Visiblement, la problématique n'effleure pas l'esprit de ces messieurs. Ils vendent des kalachnikovs comme d'autres des sucettes.

Bienvenue dans le monde sans souci des trafiquants d'armes.

1. Selon l'Unicef.

CHAPITRE 1

Les connexions secrètes de la DGSE

Nos agents sont vraiment très spéciaux. Regardez celui-là, silhouette mince, chapeau et manteau noirs à la Mitterrand, en ces jours glacés de février. Droit comme un i, petites lunettes, un journal à la main. Affable et peu bavard comme il se doit, il était, il y a peu, l'un des plus hauts responsables de la Piscine – comprenez la DGSE, surnommée ainsi à cause de la proximité de ses locaux avec la piscine Georges-Vallerey, dans le XX^e arrondissement de Paris. Mais piquez-y une tête, vous n'aurez pas l'impression d'être entouré de James Bond en maillot.

C'est l'agent au chapeau noir qui, la première fois au cours de cette enquête, a évoqué les livraisons d'armes de la France au général Massoud. « On l'a aidé depuis le début. Les premiers temps, les armes étaient livrées par avion sur la base de Peshawar, au Pakistan. À la fin, on les a larguées par parachute, au-dessus des montagnes afghanes¹. » « On » : mot pudique pour désigner la DGSE. C'est au plus haut niveau de l'État, à l'Élysée, que la décision avait été prise de prêter main-forte au futur opposant majeur au régime des Talibans. À l'époque, Massoud n'est encore que le chef d'un groupe luttant âprement contre l'invasion soviétique en Afghanistan. « Seule l'autorité politique peut prendre une telle décision ;

1. Entretien en février 2005.

Trafics d'armes

d'ailleurs toute intervention des services français à l'étranger doit recevoir le triple feu vert de la Défense, de Matignon et de l'Élysée, confie notre agent. Il n'y a jamais de document écrit, juste des instructions verbales. Mais un directeur de la DGSE ne s'engagerait jamais seul dans une telle aventure sans le feu vert du gouvernement. Ne serait-ce que pour des raisons de carrière, il lui faut se couvrir. Nous, on avise le politique, on lui adresse notes, rapports, études, synthèses... Même si les instructions en retour sont rarissimes ! » Dans le chaos afghan, Massoud, parce qu'il est tadjik, est l'un des rares chefs de guerre afghans (en majorité pachtouns) à ne pas être une marionnette du service de renseignements pakistanais, donc de l'Arabie saoudite, et par voie de conséquence des États-Unis. Résultat, il a pratiquement été le seul que les Américains n'ont pu empêcher de solliciter l'appui des Européens – et tout particulièrement des Français – pendant la guerre contre la présence soviétique. Seul autre cas, celui de l'Ouzbek Rachid Dostom qui a su nouer des liens avec la Russie comme Massoud avec la France.

Des livraisons secrètes à hauts risques

Un autre ancien espion français, spécialiste reconnu du Proche-Orient, se souvient. Alain Chouet est entré à la Piscine en 1972, et il est devenu l'un des piliers de la maison sur les questions de l'islam, du terrorisme et du Proche-Orient. Son dernier poste¹ à la DGSE : chef du Service de renseignements de sécurité. Depuis qu'il a quitté la DGSE, l'homme à la barbe courte a abandonné veste et cravate pour le blouson de cuir ; il donne des conférences en France et aux États-Unis, et publie des analyses sur l'islam ou le terrorisme. « Les premiers contacts français avec la résistance afghane datent des années 83-85, confesse-t-il. Ils ont commencé avec des chefs pachtouns et les services secrets pakistanais, ce qui a fort

1. Il a quitté ce poste en octobre 2002.

déplu aux Américains, qui les avaient déjà pris sous leur aile. Les Français se sont alors tournés vers Massoud. Une relation privilégiée s'est donc tissée, dès la fin des années 1980, entre les services secrets français et le "Lion du Panshir". Une relation qu'il a bien fallu honorer en lui fournissant assistance médicale, formation militaire et armes, faute de quoi il serait allé voir ailleurs. Les autorisations du "politique" sont venues à petite échelle au début des années 1990¹. »

Contrairement aux rares informations ayant filtré sur le soutien de la DGSE à la résistance afghane, les livraisons d'armes se sont poursuivies longtemps après le retrait soviétique d'Afghanistan. L'adoption, en 1996, par les Nations unies d'une résolution², certes non contraignante, demandant l'arrêt de toutes les livraisons d'armes sur le territoire afghan, n'a pas gêné les agents français : la France a décidé de soutenir Massoud et ses forces spéciales. La DGSE et le 13^e régiment de dragons parachutistes ont été mobilisés à cet effet. « La véritable "coopération" a pris de l'ampleur vers 1997-1998 quand les Talibans ont commencé à devenir insupportables, continue Alain Chouet. Il ne faut cependant pas exagérer l'importance de cette assistance armée, qui a plus souvent emprunté la voie routière que la voie des airs. » Plusieurs dizaines d'hommes du commandant Massoud ont été discrètement formés au centre de la DGSE de Cercottes, dans le Loiret. Les principaux fournisseurs militaires de Massoud, l'Inde, la Russie, l'Iran, ont effectué leurs livraisons par convois entiers successifs. Les approvisionnements français ont consisté en missiles antichars avec leurs postes de tir, en armes de poing ou d'épaule ainsi qu'en équipements sanitaires et matériels militaires de transmissions.

1. Nombreuses correspondances en 2005 et 2006.

2. La résolution 1076 du 22 octobre 1996 « demande à tous les États de mettre immédiatement fin aux livraisons d'armes et de munitions à toutes les parties au conflit en Afghanistan ».

Trafics d'armes

Contrats légaux, commissions occultes	279
Un Saoudien dans les antichambres françaises du pouvoir	281
Nouvel intermédiaire, nouvelle filière de commissions.	283
Rendez-vous chez le Premier ministre : Jacques Chirac	285
À droite et à gauche, on mise sur les contrats d'armes.	287
Les amis marchands d'armes d'Alfred Sirven	289
Sheikh Bin Mussalam continue sa tournée du pouvoir.	290
Alliance sacrée avec les balladuriens	292
Les amis libanais de Léotard	295
Négociations au sommet... jusqu'au 1 ^{er} tour de la présidentielle	296
Les affligeantes guéguerres franco-françaises	298
Une nouvelle génération d'intermédiaires	300
Avant 2007, les appétits politiques toujours plus aiguisés	302
<i>Épilogue</i>	305
Les États-Unis luttent contre la traçabilité des armes.	306
À quand l'adoption d'un traité international sur le commerce des armes ?	308
<i>Remerciements...</i>	311
<i>Bibliographie</i>	313

ANNEXES

<i>Annexe 1</i>	317
<i>Annexe 2</i>	320
<i>Annexe 3</i>	326
<i>Annexe 4</i>	333

N° d'impression : L01ELKNFF8800N001
Dépôt légal : septembre 2006

Imprimé en France